

Dinde française et défiance allemande

Les Echos, 13 novembre 2012

On savait déjà que les Français ne sont pas très bons en économie. On sait désormais qu'ils le savent. Neuf sur dix estiment que les connaissances des Français en économie sont au mieux passables. Et trois sur cinq jugent l'information économique incompréhensible. Voilà pourquoi les 5es Journées de l'économie, qui viennent de s'achever à Lyon, relèvent d'une mission de salubrité publique. Pendant trois jours, des milliers d'hommes et de femmes, jeunes et moins jeunes, sont venus écouter des universitaires, des ministres, des dirigeants d'entreprise lors de conférences organisées sous la houlette de Pascal Le Merrer, un professeur aussi souriant qu'efficace. Convaincu de l'utilité de ces Journées, voire de leur nécessité, on y est allé esgourdes grandes ouvertes. Il était frappant d'entendre, cette année, l'Allemagne revenir sans cesse dans les échanges. En voici quatre échos.

D'abord, la contradiction de l'emploi. Dans leurs négociations, les partenaires sociaux allemands donnent la priorité au maintien des effectifs, contrairement à la France, où les salariés et leurs représentants privilégient la hausse des salaires. Dans les années 1990, les ouvriers de Volkswagen ont accepté une baisse du temps de travail et des salaires pour préserver l'emploi. Le même comportement a joué dans la récession de 2009. Comme le signale Gilbert Cette, économiste à la Banque de France, le taux de chômage a augmenté de 2 points avec une chute de la production de 3 % en France, tandis qu'il s'est stabilisé outre-Rhin, malgré une chute de la production deux fois plus forte. Le gouvernement allemand a été encore plus loin dans cette préférence pour l'emploi. Il y a une décennie, il a créé des « minijobs », très peu payés (400 euros par mois). Aujourd'hui, ce dispositif concerne plus de 7 millions d'actifs. Mais ces actifs sont souvent dans des situations précaires. Ils se syndiquent moins, ce qui affaiblit les grandes centrales allemandes. Et sape les fondations du fameux dialogue social qui a permis de préserver l'emploi.

Ce qui débouche sur un deuxième thème, la montée de la pauvreté en Allemagne. Ulrike Guérot, une chercheuse allemande du Conseil européen des relations étrangères: « En Allemagne, beaucoup de gens sont plus pauvres aujourd'hui qu'il y a dix ou quinze ans. » Un petit surf sur le site de l'OCDE confirme: au milieu des années 1990, la proportion de foyers ayant un revenu inférieur de moitié au revenu médian (la moitié de la population gagne plus, l'autre moins) était de 7,6 % en France et 7,2 % en Allemagne (chiffres après impôts et allocations). A la fin des années 2010, cette proportion est revenue à 6,6 % en France tandis qu'elle a bondi à 8,9 % en Allemagne. Ces Allemands appauvris ont encore moins que les autres envie de payer pour d'autres Européens qui eux, au contraire, s'étaient enrichis pendant les années 2000.

Ce qui nous approche du troisième point, mis aussi en avant par Ulrike Guérot: la triple trahison. Beaucoup d'Allemands sont persuadés d'avoir été trahis trois fois par leurs gouvernants en deux décennies. D'abord, en 1992, quand la réunification de la RFA et de la RDA a poussé le chancelier Helmut Kohl à lancer le chantier de la

monnaie unique. Ensuite, au moment de la création de l'euro, vite surnommé «teuro» (contraction de «teuer» - cher -et euro). L'abandon du mark aurait fait flamber les prix... Enfin, le sauvetage de la Grèce s'est fait en piétinant l'article 125 du traité européen («Un Etat membre ne répond pas des engagements [...] d'un autre Etat membre, ni ne les prend à sa charge»). «En Allemagne, même les chauffeurs de taxi vous parlent de l'article 125», confirme la députée européenne centriste Sylvie Goulard.

Face à ce ressentiment allemand, que faire? C'est le quatrième sujet: l'avenir de l'Europe. Sylvie Goulard rappelle que des responsables allemands ont proposé à deux reprises d'aller dans la direction d'un fédéralisme européen (rapport Lamers-Schäuble de 1994, proposition de Joschka Fischer en 2000). Les Français n'ont pas répondu et ils traînent aujourd'hui les pieds sur des abandons de souveraineté budgétaire alors que les Allemands, les Espagnols, les Italiens, les Polonais y sont prêts. Nos gouvernants devront s'y résoudre, sous peine de pousser les Allemands à regarder ailleurs et de casser l'Europe. Mais, comme le dit joliment Ulrike Guérot: «On ne demande pas à la dinde de préparer Noël.»